

BOUIRA

Impressionnante marche des citoyens de Raffour

Pour exiger leurs droits citoyens, plusieurs milliers de villageois de Raffour dans la commune de M'chédallah, à 40 kilomètres à l'est de Bouira, ont organisé, hier dimanche, une marche populaire depuis la place du 6-Mai 1957 du village jusqu'au siège de la daïra de M'chédallah sur près de 3 kilomètres.

La marche qui s'est ébranlée vers 8 heures 30 minutes, et ponctuée par une grève générale observée au niveau de ce plus grand village de la commune, qui compte à lui seul près de la moitié de la population de la commune, soit plus de 13 000 habitants, a été marquée par une organisation parfaite de la part d'un comité de vigilance installé depuis plusieurs jours par les organisateurs qui se comptent parmi la dizaine d'associations des deux grands villages qui constituent cette agglomération, à savoir le village Ighzer et celui de Taddart Lejdid.

Pendant toute la durée de la marche, alors que les jeunes surexcités ne cessaient de scander des slogans hostiles au pouvoir, d'autres arboraient sur de larges banderoles, les principales revendications de ces milliers de villageois qui ont décidé d'organiser cette importante marche pour alerter les pouvoirs publics sur l'urgence de prendre en charge ces revendications. Ces dernières s'articulent autour entre autres, de l'eau potable qui doit être assurée pour le village tant en quantité qu'en qualité avec comme préalable, la nécessaire mise en service d'un nouveau forage pour assurer une alimentation régulière pour ce village ; l'amélioration du service d'électricité, en particulier l'éclairage public ; la création de jardins publics et espaces verts pour cette grande agglomération qui étouffe à cause d'une urbanisation effrénée sur une surface réduite ; la délivrance immédiate des actes de propriété ; l'aménagement immédiat du boulevard principal, Boukerrou-Makhlouf et les quartiers restants à travers le village, la

remise en l'état des ruelles et chaussées après les travaux d'AEP ; l'achèvement des tronçons d'assainissement restants à Raffour et enfin, la baptisation officielle du centre culturel de Raffour au nom de Matoub Lounès ; la réalisation d'une polyclinique au village, etc.

Après une marche qui a duré plus d'une heure, les milliers de marcheurs parmi lesquels on pouvait remarquer plusieurs militants des partis politiques, tous présents pour cette noble cause. Ils se sont rassemblés devant le siège de la daïra où plusieurs représentants



Photo : DR

du village ont pris la parole pour rappeler d'une part les principales revendications et, d'autre part, dénoncer la marginalisation dont

est victime le village qui n'a pas bénéficié d'un seul projet structurant depuis des années. A la fin, une délégation composée de plu-

sieurs représentants du village, a été reçue par le chef de daïra en personne. Ce dernier a voulu engager une discussion autour de cette plateforme de revendications, mais celle-ci a refusé en se contentant de lui remettre la plateforme de revendications, estimant que la large mobilisation citoyenne qui a drainé des milliers de personnes, hommes, femmes, vieux et petits, est largement suffisante pour faire comprendre aux représentants de l'Etat que le village souffre réellement et qu'il est temps de prendre au sérieux ses revendications, sommes toutes, légitimes et largement réalisables. La marche qui a été maîtrisée de bout en bout grâce à un comité d'organisation impeccable, s'est dispersée dans le calme aux environs de 11 heures. Aucun incident n'est à déplorer.

Y. Y.

MALADIE DE NEWCASTLE

La DSA rassure les aviculteurs et les consommateurs

Le directeur des services agricoles de la wilaya de Bouira, M. Ganoun Djoudi a tenu hier lors d'une entrevue dans son bureau avec plusieurs représentants de la presse écrite, à rassurer les aviculteurs mais également les consommateurs au sujet de la maladie de Newcastle que le secteur avicole de la wilaya de Bouira aurait contracté.

Selon la DSA, tous les échantillons envoyés la semaine dernière aux laboratoires, ont été négatifs, c'est-à-dire, que la maladie dite Newcastle que certains médias ont vite relayée, créant une panique indescriptible au sein des aviculteurs mais également des consommateurs, n'a aucun fondement. Selon la DSA, la maladie qui avait touché le cheptel avicole au niveau de la commune de Guerrouma, et uniquement Guerrouma comme il a tenu à le préciser, est en fait, une bronchite infectieuse ; une maladie que l'on rencontre souvent au sein du

cheptel avicole lorsque les conditions d'hygiène au sein des poulaillers ne sont pas respectées.

D'ailleurs, selon la DSA, bien avant le déclenchement de cette maladie qui a été déclarée pendant trois jours mais qui a été vite maîtrisée, soit entre les 14 et le 16 juillet dernier au niveau de la commune de Guerrouma et qui avait touché trois importants éleveurs de la région, des observations concernant ces conditions d'hygiène dont entre autres la proximité entre les poulaillers et le manque de clôtures hermétiques entre eux, ont été faites à ces éleveurs.

Aussi, lorsque ces aviculteurs ont enregistré pendant les journées des 14, 15 et 16 juillet, des pertes importantes de sujets mais qui ne dépassent pas en tout et pour tout 3 000 sujets, principalement des poules pondeuses ou sur le point de le devenir, les services de l'agriculture de la wilaya, ont été dépêchés sur les lieux pour prendre toutes les mesures nécessaires en envoyant vers plusieurs laboratoires de la capi-

tal et de Tizi-Ouzou, des échantillons pour déterminer avec exactitude l'origine de ces mortalités.

Finalement, les résultats ont déterminé que l'origine de cette mortalité, est due à une maladie dite bronchite infectieuse ; «une maladie ordinaire qui touche la volaille lorsque le protocole de vaccination nationale de la volaille n'est pas respecté», dira également l'inspectrice vétérinaire qui était également présente lors de cette entrevue.

Cela étant, le DSA tient à rassurer les aviculteurs ainsi que les consommateurs que «la maladie a été circonscrite, que tout est rentré dans l'ordre et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer».

Pour rappel, la commune de Guerrouma de par le nombre d'aviculteurs qui y sont concentrés, est considérée comme la première commune avicole à l'échelle nationale et la wilaya de Bouira comme première dans la production des viandes blanches.

Y. Y.

HÔPITAL DE CHERCHELL

Des citoyens mécontents s'insurgent

Notre rédaction a été destinataire d'une requête verbale des parents d'un accidenté, hospitalisé depuis près de 20 jours, dans un état comateux, au niveau du service de réanimation et de neurochirurgie de l'hôpital de Cherchell.

Selon les parents de la jeune victime, âgée de 20 ans et qui aurait heurté sa tête lors d'une collision frontale à un parapet en béton de l'axe routier Koléa-Cherchell, cet accident spectaculaire s'est produit au cours d'une randonnée nocturne au mois de Ramadhan, sur la rocade qui relie Koléa à Cherchell.

La victime aurait perdu le contrôle de sa moto, pour une raison indéterminée, au-delà de minuit. La moto, en éjectant la victime contre le parapet en béton, a fini sa course de l'autre côté de la chaussée en causant des lésions graves au motard, que certains estiment irréversibles.

Cependant, les parents, qui étaient en permanence au chevet de leur enfant au sein de l'hôpital

de Cherchell, et bien qu'ils aient loué la «disponibilité, le professionnalisme et l'engagement des spécialistes et des professeurs de ce service de réanimation», malgré la gravité de l'accident, déplorent toutefois que «la tutelle de cet hôpital qui se trouve à Sidi Ghilès n'ait pas accordé l'importance et l'urgence de mettre à disposition une ambulance adéquate, dotée des équipements d'urgence, tel que prescrit dans ces cas extrêmes lors de son déplacement à Blida, en vue de subir une IRM en urgence, car l'appareil existant à Sidi Ghilès n'est pas fonctionnel».

La mère de la victime, outrée, s'interroge et affirme «il y a une situation de deux poids deux mesures ; en effet, mon fils mou-

rant fut transporté sur près de 180 kilomètres en aller puis en retour, sans système de climatisation, de respiration et de ventilation, par une température ambiante qui dépasse les 40 degrés dans une ambulance inadéquate qui cahotait sur les routes», s'insurge-t-elle dans une colère extrême. «La vie de mon fils en dépend», hurle cette mère éplorée.

Pourtant, cet hôpital, qualifié de «bijou» par le ministre de la Santé lors de sa visite en août 2013, devait être promu en EPH dédié à la neurochirurgie et à la réanimation.

En effet, les 4 blocs opératoires assortis de 22 lits desservent le territoire national, à l'instar de Ouargla, Skikda, Biskra, Chlef, Blida et même Alger.

On nous a révélé que cet hôpital prévu être promu en tant que pôle d'excellence avec sa probable conversion en établissement hospitalo-universitaire, ne

dispose même pas d'un statut d'établissement autonome, car il est sous tutelle de l'hôpital de Sidi Ghilès, qui le gère par une affectation provisoire.

Plus grave encore, nous informons-t-on, «à cet établissement on a adjoint actuellement des urgences médicales, une situation qui aurait fait suite à des revendications connues par la ville de Cherchell et qui a dégénéré en rixes ayant nécessité l'intervention des forces de l'ordre et le détournement du périple de la visite du ministre de la Santé ; la situation hybride de cet hôpital de Cherchell, utilisé en services de réanimation, de neuro et d'urgences médico-chirurgicales, n'a pas été de tous les goûts ; certaines sources estiment qu'il aurait mieux valu laisser certains services à l'hôpital de Sidi Ghilès, sachant que la gestion courante de l'hôpital de Cherchell connaît des aléas liés à la prolifération de moustiques, au problè-

me de stockage de l'eau courante et de la disponibilité de moyens matériels.

La maman de la victime, citée plus haut, nous avait affirmé que la disponibilité des spécialistes en maxilo-facial, en orthopédie, et en ORL n'a été possible que grâce à une insistance soutenue.

Cet aléa semble avoir été prévu l'année passée par le DSP de Tipasa, qui nous avait alors déclaré que «l'UMC est un établissement dédié aux urgences uniquement, qui n'a pas vocation de soigner à distance, car il devra être annexé à un hôpital d'envergure».

En d'autres termes, selon des citoyens, la situation actuelle dénote une incompatibilité de coexistence des structures des urgences, d'un service de neurochirurgie et de réanimation, le tout cogéré par un autre hôpital limitrophe.

Houari Larbi